

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 20 avril 2023 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Réponse du SIPPEREC

Préambule :

Comme le SIPPEREC a pu l'exposer, notamment dans son courrier du 3 mars 2023 adressé à la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), le Syndicat considère que l'on ne peut traiter indistinctement les usagers non équipés de LINKY.

En effet, parmi ces derniers, il convient de distinguer ceux qui s'opposent à l'installation du nouveau compteur, de ceux qui n'ont pas été touchés par le déploiement massif ou pour lesquels l'installation de LINKY nécessite des travaux sur leur branchement non encore réalisés par Enedis. Cette seconde catégorie ne s'oppose nullement à l'installation de LINKY.

Si le SIPPEREC approuve l'ajustement du niveau de prix des prestations annexes du concessionnaire gestionnaire du réseau de distribution au coût effectif, notamment compte tenu des possibilités de télé opérations, cet ajustement doit bénéficier à l'ensemble des usagers qui ne se sont pas opposés à l'installation de LINKY.

Lorsqu'un site n'est pas équipé d'un compteur communicant et qu'il n'y a aucune opposition à son installation, Enedis doit installer LINKY et ***la demande de réalisation d'une prestation particulière est l'occasion d'un contact entre l'utilisateur et le concessionnaire suscitant une prise de rendez-vous pour l'installation du compteur dans les sites non encore équipés.***

Le SIPPEREC considère que facturer les prestations aux usagers non équipés de LINKY sans qu'ils s'y soient opposés ne peut que nuire au développement le plus complet possible du nouveau compteur : Enedis aurait en effet moins intérêt à installer LINKY, surtout si des travaux sur les ouvrages de branchement sont à réaliser, puisque l'utilisateur ne créera aucun manque à gagner pour le concessionnaire qui pourra facturer des prestations annexes plus élevées.

Seuls les usagers s'opposant fermement à l'installation de LINKY devraient se voir facturer des prestations à des prix plus élevés assumant ainsi leur refus du compteur communicant.

Cette analyse du SIPPEREC constitue le fil conducteur des réponses à la consultation détaillées ci-après.

Question 1 : Etes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire s'agissant de la prestation « Mise en service sur raccordement existant » ?

Le SIPPEREC approuve l'analyse de la CRE :

- Il n'y a pas lieu de faire supporter aux usagers équipés de LINKY le coût des échecs des téléopérations, celui-ci est à couvrir par l'ensemble des usagers (le TURPE)
- Il n'y a pas lieu de faire supporter le surcoût induit par l'absence de LINKY à un nouvel arrivant dans le local, qui, d'évidence, n'est pas la cause de ce non-équipement.
- En outre, il convient de maintenir une prise en charge par le TURPE des prestations annexes, dans la continuité de la prise en charge observée précédemment. Cette prestation étant couverte pour moitié par le TURPE : cette prise en charge par l'ensemble des usagers est à maintenir.

Cependant, **le SIPPEREC demande qu'il soit expressément indiqué, comme le propose la CRE, que lorsqu'un usager entre dans un logement non équipé de LINKY, il peut demander l'installation du compteur communicant et régler la prestation de mise en service pour un local équipé de LINKY.**

L'absence de cette mention pourrait conduire à ce que le nouvel usager se voit facturer la prestation pour local non équipé de LINKY, quand bien même il aurait demandé à ce que nouveau compteur soit installé.

	Consommateur équipé d'un compteur évolué ou ayant demandé son installation	Consommateur non équipé d'un compteur évolué à sa demande
Tarif de la prestation « Mise en service sur raccordement existant »	1,38€	25,31€

Question 2 : Etes-vous favorable à la prise en compte dès août 2023 de la baisse des coûts de mise en service à la suite d'un raccordement nouveau ?

Le SIPPEREC est favorable à la prise en compte dès août 2023 de la baisse des coûts de mise en service lors de raccordement neuf, compte tenu de la possibilité pour l'utilisateur de procéder à l'activation de son disjoncteur sans intervention d'un agent d'Enedis.

Question 3 : Etes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire pour la prestation « Relevé spécial » ?

Compte tenu des principes rappelés en préambule, le SIPPEREC demande que soit distingué, parmi les usagers non équipés de LINKY, ceux qui se sont opposés à son installation de ceux qui attendent encore cette installation d'Enedis, n'ayant pas été sollicité dans le cadre du déploiement massif ou attendant qu'Enedis réalise les travaux nécessaires sur leur branchement, indispensable à l'installation de LINKY.

Dans ce contexte, seuls les usagers non équipés de LINKY, à leur demande, se verraient facturer la prestation « Relevé spécial ».

Le SIPPEREC n'approuve pas l'analyse menée par la CRE qui conduit à facturer une prestation à des usagers non équipés de LINKY, parce qu'ils ne sont pas équipés de LINKY, sans qu'ils ne se soient opposés à l'installation du compteur évolué.

Question 4 : Etes-vous favorable à rendre la prestation « Relevé spécial » gratuite dans une limite de deux fois par an et par point de connexion pour les consommateurs équipés d'un compteur évolué silencieux ?

Concernant le cas des compteurs évolués silencieux, il s'agit d'un dysfonctionnement de l'équipement installé par Enedis. Il n'y a donc aucune justification, selon le SIPPEREC, qu'un usager se voit facturer une prestation au motif que, compte tenu de la défectuosité des équipements installés par le gestionnaire de réseau, la prestation coûterait plus cher.

La réparation des équipements défectueux ou les actes d'exploitation s'imposant pour remédier à la défaillance du matériel sont à prendre en charge par le TURPE.

En conséquence, le SIPPEREC considère que toute relève spéciale, sans limite de nombre, ne doit pas être facturée à un usager équipé de LINKY (ou en demandant l'installation).

Le SIPPEREC n'approuve donc pas la grille tarifaire proposée par la CRE et propose la grille suivante :

	Consommateur équipé d'un compteur évolué ou ayant demandé son installation	Consommateur équipé d'un compteur évolué silencieux	Consommateur non équipé d'un compteur évolué à sa demande
Tarif de la prestation « Relevé spécial »	Non facturé	Non facturé	27,08€

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien de la tarification actuelle de la prestation « Activation de la télé information client » ?

Le SIPPEREC est favorable au maintien de la tarification de la prestation « Activation de la télé information » **sous réserve que seuls les usagers ayant refusé l'installation de LINKY se voient facturer cette prestation.**

La grille tarifaire est donc :

	Consommateur équipé d'un compteur évolué ou ayant demandé son installation	Consommateur non équipé d'un compteur évolué à sa demande
Tarif de la prestation « Activation de la télé information »	Non facturé	27,08€

Question 6 : Etes-vous favorable à la suppression des prestations « Mise en place d'un système de téléreport des index (BT ≤ 36 kVA) » et « Remplacement du compteur par un compteur électronique avec activation de la télé information du compteur » dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Le SIPPEREC est favorable à la suppression des prestations rendues obsolètes par le déploiement de LINKY.

Question 7 : Avez-vous des remarques s'agissant des travaux menés sur la prestation de décompte ?

Question 8 : Identifiez-vous des évolutions à apporter à la prestation annuelle de décompte afin notamment de s'adapter au déploiement des infrastructures de recharge des véhicules électriques (IRVE) ?

Question 9 : Etes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire pour les prestations dont les tarifs sont impactés par le déploiement des compteurs évolués pour les producteurs BT ≤ 36 kVA ?

Le SIPPEREC partage, comme la CRE, l'avis d'Enedis considérant comme non pertinent de distinguer usagers équipés de LINKY ou non équipés de LINKY.

Cependant, une facturation unique mais qui tient compte de la présence résiduelle d'usagers non équipés de LINKY n'incite nullement le gestionnaire du réseau à finaliser le déploiement pour les derniers points de livraison.

Aussi, afin de maintenir une incitation sur Enedis pour achever le déploiement de LINKY, le SIPPEREC approuve l'analyse de la CRE conduisant à construire la grille tarifaire en considérant que l'ensemble des usagers en injection sont équipés de LINKY.

Le SIPPEREC est donc favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'introduction de la prestation non facturée « Changement de nature de contrat » à destination des producteurs BT ≤ 36 kVA ?

Comme la CRE, le SIPPEREC considère que le changement de contrat de CAE/CRAE vers CU-I offre une simplification contractuelle pour les « petits » producteurs susceptibles d'en faciliter le développement, ce que confirme Enedis.

Or, le développement de « petites » installations de production vient tout à la fois soulager le réseau, produire à partir d'EnR, et sensibiliser au développement des EnR tout en s'inscrivant dans la lutte contre le changement climatique.

Dans ce contexte, le SIPPEREC considère qu'il n'est pas approprié de facturer aux usagers la simplification contractuelle apportée par le passage de CAE/CRAE à CU-I. Ce changement contractuel doit être pris en charge par la communauté des usagers (via le TURPE).

Le SIPPEREC est favorable à l'introduction d'une prestation non facturée pour le « changement de nature de contrat » à destination des producteurs ≤ 36kVA.

Remarque sur le développement de l'offre « bornes escamotables » par Enedis

La CRE indique avoir autorisé Enedis à proposer, à titre expérimental, une prestation annexe à titre exclusif consistant à installer et exploiter une borne fixe et escamotable, permettant l'alimentation électrique lors d'événements éphémères.

La CRE précise qu'une fois une concertation menée auprès d'acteurs du marché par Enedis, ladite prestation pourrait être autorisée par la CRE, deux mois après sa notification par Enedis.

L'alimentation électrique de manifestations diverses telles que des marchés, des fêtes foraines, etc ... est organisée par les collectivités de longue date. Pour ce faire, elles se sont dotées de « coffrets de prises » dont elle demande le raccordement pour une durée déterminée (raccordement provisoire) au gestionnaire de réseau.

Le délai de raccordement et de mise en service de ces branchements provisoires est devenu un problème récurrent par la dégradation, depuis 2009, de la qualité de la prestation de raccordement effectuée par Enedis.

En zone rurale, au sens de l'électrification, ce sont les autorités organisatrices qui sont maîtres d'ouvrage de ces travaux de raccordement, réduisant le délai de réalisation pour les communes demanderesse.

La prestation annexe réalisée à titre exclusif proposée par Enedis pose de multiples questions :

- Afin de soutenir le développement de cette nouvelle prestation, le gestionnaire de réseau pourrait être enclin à ne pas rechercher d'amélioration pour la prestation de raccordement provisoire des « coffrets de prises ».
- De nombreuses sociétés proposent la pose de ces « coffrets de prises ». L'activité de ces sociétés sera durablement touchée par la réalisation à titre exclusif de la prestation par Enedis.
- La prestation étant réalisée à titre exclusif, les « bornes fixes et escamotables » devraient être regardées comme des ouvrages concédés. Ce statut est à établir préalablement à leur installation afin que leur comptabilisation dans les comptes de concession soit mise en œuvre sans délai.
- La pose des « bornes fixes et escamotables » nécessitera vraisemblablement d'important travaux de voirie : la prise en charge de ces travaux et non uniquement celle de la pose de la borne est à étudier.

Le SIPPEREC s'interroge sur cette nouvelle prestation proposée par Enedis, tendant à étendre la mission de service public, et donc le monopole, pour répondre à des besoins existants, pour lesquelles des sociétés privées apportent une réponse.

Ces sociétés sont, tout autant qu'Enedis, susceptibles d'installer les « bornes fixes et escamotables » si cet équipement répond mieux au besoin d'une commune que le raccordement provisoire de « coffrets de prises ».

Le SIPPEREC s'interroge sur la pertinence de l'intervention en monopole d'Enedis sur cette activité d'installation d'équipement pour l'alimentation d'événements éphémères, alors même que tant d'efforts sont attendus du concessionnaire pour améliorer la prestation de raccordement.